

Questions orales

que lorsque le gouvernement est arrivé au pouvoir en 1984.

• (1430)

Des voix: Bravo!

Mme Collins: Je vais travailler avec mes collègues pour que ces progrès se poursuivent. Je vais travailler avec mes collègues sur les questions relatives à la violence familiale.

* * *

LA TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES

M. Douglas Young (Gloucester): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances. Ce matin, nous avons entendu les témoignages des représentants du Conseil national du Bien-être et de l'Organisation nationale anti-pauvreté. Ils ont dit très clairement qu'ils voulaient que les députés votent contre le projet de taxe sur les produits et services qui est à l'étude.

Le ministre admettra-t-il aujourd'hui qu'il a mal renseigné les Canadiens et que, en fait, comme en témoignent les études et comme le disent l'Organisation nationale anti-pauvreté et le Conseil national du Bien-être, les familles canadiennes dont le revenu est inférieur à 30 000 \$ seront plus mal en point après l'entrée en vigueur de la TPS qu'elles ne le sont maintenant?

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Non, je n'accepte pas du tout cette conclusion, monsieur le Président, et nous avons clairement expliqué pourquoi dans les documents sur la TPS.

À la séance du comité ce matin, le député a-t-il proposé des solutions de rechange à la taxe sur les produits et services? Dit-il aux membres du comité que, si son parti accède un jour pouvoir, il supprimera la taxe sur les produits et services? Est-ce là la politique de son parti? Va-t-il encore nous servir des déclarations en l'air selon lesquelles son parti supprimera la TPS conservatrice? Son parti remplacera-t-il cette taxe par une autre taxe à la consommation?

Et cette taxe sur la richesse dont il parle? Allons-nous avoir une taxe sur la richesse? Cette taxe s'appliquera-t-elle aux exploitations agricoles familiales, aux petites entreprises, aux maisons, aux comptes en banque? Quel genre de taxe sur la richesse propose-t-il? Quel genre de taxe à la consommation propose-t-il? Augmentera-t-il plutôt l'impôt sur le revenu comme il le disait à Edmonton?

Des voix: Bravo!

[Français]

M. Douglas Young (Gloucester): Monsieur le Président, le projet de loi concernant la TPS n'a pas encore reçu l'approbation du Parlement du Canada, et déjà le gouvernement a dépensé au-delà de 100 millions de dollars.

Étant donné que le ministre, dans son Budget, a annoncé des coupures assez dramatiques en ce qui concerne les programmes destinés aux autochtones, aux étudiants, aux anciens combattants et aussi aux femmes du pays, j'aimerais demander au ministre des Finances comment il peut justifier des dépenses d'au-delà de 100 millions de dollars pour une propagande, une planification de sa taxe sur les produits et services, et qui est rejetée massivement par tous les Canadiens?

[Traduction]

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, j'espère que vous avez bien remarqué comment mon collègue s'éloigne rapidement du fond de la question de la TPS parce qu'il n'a rien d'autre à proposer. Dès que je parle de solutions de rechange, il change aussitôt de sujet pour parler des fonds dont nous nous servons pour préparer l'entrée en vigueur de la taxe sur les produits et services.

Des voix: Bravo!

M. Wilson (Etobicoke-Centre): Il sait très bien que le gouvernement a la responsabilité de préparer l'entrée en vigueur de la mesure dont la Chambre est saisie. C'est une pratique bien ancrée au Parlement et depuis longtemps. Quand le Parlement étudie une mesure législative, il appartient aux ministères chargés de son application de s'y préparer, d'élaborer des plans, de mobiliser les ressources afin de pouvoir s'acquitter de leurs tâches une fois que la taxe sera en vigueur.

Nous avons indiqué bien clairement que la taxe sur les produits et services est un principe fondamental de notre gouvernement. Il en a été question dans le discours du Trône l'an dernier et deux budgets en font état et ces préparatifs sont très conformes à l'usage parlementaire et aux politiques de notre gouvernement.

M. Ron MacDonald (Dartmouth): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances et concerne l'odieux projet prévoyant la dépense de plus de 100 millions pour préparer et promouvoir la TPS, qui est bien la politique la plus impopulaire jamais imposée par un gouvernement canadien à sa population.